«Pas de solution à la crise dans les intérêts du peuple au sein du système capitaliste !»

Extraits de l'interview de la secrétaire générale du Comité central du KKE, Aleka Papariga, dans le programme matinal de la chaîne de télévision ANT1

Q: Que propose le KKE, c'est un parti qui ne cherche pas à conquérir le pouvoir bourgeois. Il ne dit pas « Votez pour nous, nous formerons un gouvernement et cela va changer ». Que proposez-vous afin de nous sortir de l'impasse ?
Aleka Papariga: Quand nous disons aux gens que le système capitaliste – et nous disons cela au sujet du système capitaliste Européen qui est en fin de cycle – ne peut objectivement aujourd'hui apporter de solutions, il a donné tout ce qu'il avait à donner, ce qui signifie qu'ils ne faut pas attendre du KKE qu'il participe au système politique bogeois, dans un gouvernement de gestion du système qui n'a plus rien à offrir.

Donc, vous parlez de renverser le système.
Bien entendu.

Cela ne vous intéresse pas de participer à une coalition gouvernementale?
La question n'est pas de savoir si cela nous intéresse. Les conséquences en seraient désastreuses pour notre peuple. Et nous serions nous-mêmes confrontés à une grosse contradiction qui est d'une part que nous lancerions des mots d'ordre qui vont dans les intérêts du peuple et invoquerions nos 90 ans d'histoire et d'autre part nous nous assiérions pour négocier la suppression des primes de Pâques et de Noël. La question n’est pas ce que nous voulons.

Si les gens votaient pour vous et vous permettaient de réaliser un gros score, je fais une hypothèse, que leur diriez-vous : « Je ne vais pas gouverner, car je vous ferais du mal, puisque je ne peux pas gouverner dans le cadre du système capitaliste » ?
Le peuple Grec, lorsqu'il donnera une telle majorité au KKE, sera prêt à se jeter dans la bataille. Nous expliquons notre ligne politique dans son intégralité. Nous ne sortons pas dans la rue pour dire qu'un gouvernement peut imposer deux ou trois bonnes solutions. C'est le genre de mensonges que sortent les autres partis. Et, selon moi, nous devons dire soit que les politiciens et les cadres sont incompétents, chose que je ne crois pas, soit qu'ils mentent consciemment.

Si nous pouvions nous prémunir des conséquences de la crise et résoudre les problèmes que connaît le peuple, en participant à un gouvernement, nous y participerions. Nous avons de l'audace et nous prenons des risques. Mais c'est impossible. Que ces partis qui parlent de gouvernements progressistes de gauche ou de centre-gauche, ou de centre-droit nous expliquent qu'ils vont former un gouvernement. Le jour suivant, ils auront à faire face à plus de mémorandums, de prêts, à la Fédération hellénique des entreprises, aux fédérations patronales. Vous savez ce qui se passe actuellement ? Même lorsque dans un secteur ou une usine, la lutte permet de faire pression sur le patron et le contraint à un petit recul, la fédération patronale lui saute dessus et lui dit surtout de ne pas reculer car cela créerait une brèche dans d'autres entreprises. Ainsi, le travailleur n'a pas seulement à affronter son propre patron, mais aussi les propriétaires de capital et des moyens de production dans son ensemble.

Élections. Si nous jetons un œil aux sondages, nous n'aurons pas de gouvernement sans coalition. Quelle place jouerez-vous dans ce processus ? Est-ce que le KKE va encore une fois clamer haut et fort qu'il est le seul à représenter la gauche ?

Nous le disons pas de la manière dont vous le dites. Nous cherchons à exprimer objectivement, par nos positions, les intérêts de la classe ouvrière et d'une grande partie des travailleurs indépendants et d'une grande partie des paysans, mais pas tous les indépendants ni tous les paysans. Nous identifions des forces sociales. Nous nous adressons au travailleur, tant à ceux qui votent Nouvelle démocratie que ceux qui votent PASOK. Nous ne voyons que des forces sociales, car, quand vous parlez en termes de gauche, de droite, de centre, aujourd'hui vous ne dites rien.
Les gens n'ont rien à perdre ; au contraire, ils ont quelque chose à gagner si un gouvernement faible sort des élections. Plus fort sera le gouvernement, plus dur et résolu il sera contre le peuple.
Soyons réalistes sur les prochaines élections. Il est possible que le peuple en sorte grandi et puisse être en mesure de faire obstacle au travail du prochain gouvernement. Le peuple ne doit pas avoir peur. Si il n'est pas possible de former un gouvernement avec un seul parti, ils s'entendront entre eux. Ils s'y préparent déjà. N'écoutez pas M.Samaras, n'écoutez pas ce que M.Papandreou ou le prochain leader du PASOK disent. Certains sont déjà prêts à y apporter leur contribution. Nous espérons qu'un moment viendra où la formation d'un gouvernement sera impossible et le peuple interviendra. Ce qui est compte, c'est que nous n'ayons pas un gouvernement fort. Nous ne pouvons pas avoir de gouvernement dans les intérêts du peuple.

C'est assez habile, d'un point de vue politique. Vous dites qu'il ne peut y avoir de gouvernement progressiste, excluant la possibilité d'un gouvernement non seulement avec votre parti mais aussi avec M.Tsipras (SYRIZA) et M.Kouvelis (Gauche démocratique).
Nous l'affirmons clairement. On ne fait pas simplement allusion.

Donc vous l'affirmez clairement.
Il ne peut y avoir de gouvernement progressiste qui puisse coexister avec les monopoles, non seulement dans l'économie mais partout, qui entamerait des négociations au sein de l'UE – car c'est ce qu'ils disent : qu'ils vont mener les négociations dans un esprit combatif, mais cela ne peut se produire. Ces deux choses sont incompatibles. Mais nous pouvons avoir un mouvement fort, le lendemain des élections.

Les gens nourrissent des attentes envers vous. Ils disent que le KKE pourrait se trouver devant une situation historique qu'il n'a peut-être jamais connu depuis la fin de la dictature, pouvant faire sentir sa présence sur la base des voix qu'il pourrait gagner et ils veulent connaître les propositions du KKE pour une sortie de crise. C'est ce qu'attendent des gens qui n'ont pas de lien idéologique avec le KKE.
Nous avons une proposition de sortie de crise. Je ne vais pas juste vous dire que nous l'avons distribué sous forme de tracts. Nous organisons des rassemblements, des réunions dans toute la Grèce. Nous ne pourrions en réalité vous la présenter en une minute. Si il s'agit de dire qu'il peut y avoir une sortie de crise alors que tout restera à l'identique et qu'un gouvernement qui sortira des élections changera tout par des lois votés au parlement, et bien cela est impossible. Autrement dit, il ne peut y avoir d'issue dans les intérêts du peuple dans le cadre du système actuel.

Vous parlez de renverser le système.
Oui, mais cela ne se fera pas en un soir ni en une seule offensive. Nous disons la chose suivante : dans chaque bataille, le peuple doit concrétiser des avancées par des victoires, même partielles, conquises dans la lutte. Nous ne pouvons pas exclure la possibilité d'une rupture radicale dans les années à venir. Les gens décideront d'eux-mêmes et dans le même temps ils doivent y être prêts et exercer une pression décisive, en empêchant le pire et en remportant des acquis. Nous ne pouvons pas fixer de date pour la transformation du système politique, nous ne pouvons pas fixer un délai d'une, deux ou trois années car cela dépend de la majorité du peuple, cela n'est pas du ressort du seul KKE. Si le peuple n'en prend pas la décision, il n'y aura pas de changement.